



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 09/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AMF QUALITE SECURITE ENVIRONNEMENT

14 Allée du Piot- ZAC Pôle Actif
30660 Gallargues-Le-Montueux

Références : 20251128-RAP-63-1017-Rapport inspection AMF QSE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2025 dans l'établissement AMF QUALITE SECURITE ENVIRONNEMENT implanté Zone du Parc européen d'entreprises rue Ludwig Van Beethoven 63200 Riom. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AMF QUALITE SECURITE ENVIRONNEMENT
- Zone du Parc européen d'entreprises rue Ludwig Van Beethoven 63200 Riom
- Code AIOT : 0005601602
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement contrôlé se situe sur la commune de Riom, au sein du parc européen des entreprises. Il s'agit d'un entrepôt, qui bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 27/02/2006. Il relève aujourd'hui du régime de l'enregistrement.

Le volume de l'entrepôt est de 452 300 m³. Deux locataires sont présents : la société Jacky Perrenot (stocke des palettes d'eaux minérales ou aromatisées pour la société des Eaux de Volvic) et la société ATR (stocke des panneaux photovoltaïques et des onduleurs). Les bâtiments des deux locataires constituent des groupes d'IPD indépendants.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 17/04/2017, article 4 annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 17/04/2017, article 5 annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 15/10/2007	Sans objet
3	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2 annexe II	Sans objet
4	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3 annexe II	Sans objet
5	Documents à disposition des services d'incendie et de secours	Arrêté Ministériel du 17/04/2017, article 3.5 annexe II	Sans objet
8	Compartimentage	Arrêté Ministériel du 17/04/2017, article 6 annexe II	Sans objet
9	Dimensions des cellules	Arrêté Ministériel du 17/04/2017, article 7 annexe II	Sans objet
10	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 17/04/2017, article 9 annexe II	Sans objet
11	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 17/04/2017, article 11 annexe II	Sans objet
12	Détection automatique d'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/04/2017, article 12 annexe II	Sans objet
13	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 17/04/2017, article 13 annexe II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien tenu. Le bâtiment 1 est largement dimensionné par rapport à la faible matière combustible stockée. Une amélioration est attendue sur l'étanchéité des cantons.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2007, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : Tableau de classement
Constats : AMF QSE est l'exploitant d'un site soumis à Enregistrement au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, régi par l'arrêté préfectoral du 27 février 2006 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 octobre 2007. La plateforme logistique est concernée, selon l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 octobre 2007, pour les rubriques suivantes : - A enregistrement : 1510, 1530, 2662, 2663-2, 4734-2b ; - A déclaration : 1414, 1434, 4718-2b, 2910-A2. Compte tenu de l'évolution de la nomenclature, le site n'est plus visé par les rubriques 1530, 2662 et 2663.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet

de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Constats :

La particularité du site est que l'exploitant loue son entrepôt à deux locataires : ATR et Jacky Perrenot Chevallier. Chacun des deux locataires remplit hebdomadairement un logiciel qui permet à l'exploitant d'être capable de fournir l'état de ses stocks pour chacune des 6 cellules du bâtiment principal et des tentes extérieures louées à Jacky Perrenot Chevallier, et des 2 bâtiments loués à ATR. Un plan des stockages est disponible et est référencé dans le POI. Par contre, il n'est pas à jour car il indique que dans les deux premières cellules du bâtiment principal, l'entreprise Derichebourg stocke des pneumatiques ce qui n'est plus le cas. L'état des stocks, tel qu'annexé dans le POI, n'offre pas une information adéquate aux services de secours, ni au préfet pour communiquer correctement avec les riverains si nécessaire.

Aucune matière dangereuse n'est stockée dans l'entrepôt. L'entreprise Jacky Perrenot Chevallier stocke pour la société des Eaux de Volvic des palettes d'eau minérale ou aromatisée, des palettes de bois et des films plastiques pour reconditionner les palettes selon les désirs des clients. Sous les tentes, il n'y a que des palettes d'eau qui sont non visées par la rubrique 1510 puisque considérées comme non combustible.

La société ATR stocke des panneaux photovoltaïques et des onduleurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mettre à jour le plan des stockages dans le POI.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2 annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Règles d'implantation

Prescription contrôlée :

I. Pour les installations soumises à enregistrement ou à autorisation, les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées :

- des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes à l'entrepôt, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une

<p>distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²);</p> <p>- des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de dépôt et de retrait des marchandises « et les autres ERP de 5^e catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt » conformes aux dispositions du point 4. de la présente annexe sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m²).</p> <p>Ces distances résultent de l'instruction de la demande d'autorisation et de l'examen de l'étude des dangers.</p> <p>III. Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.</p> <p>La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'article 8.2.1 de l'arrêté du 15 octobre 2007 définit les distances à respecter issu de l'étude de danger du dossier de demande d'autorisation. Le plan du site montre que ces distances sont respectées.</p> <p>Au cours de la visite, des stockages extérieurs d'onduleurs se trouvaient proches des bâtiments loués par ATR. Ils ont été retirés à plus de 10 m des bâtiments après la visite de l'inspecteur (effectif depuis le 19/11/25).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Accessibilité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3 annexe II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'entrepôt est en permanence accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Une voie au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'entrepôt. Cette voie permet l'accès des engins de secours des sapeurs-pompiers et les croisements de ces engins. A partir de cette voie, les sapeurs-pompiers peuvent accéder à toutes les issues de l'entrepôt par un chemin stabilisé de 1,40 mètres de large au minimum. Pour tout bâtiment de hauteur supérieure à 15 mètres, des aires de mise en station des moyens aériens sont prévus pour chaque façade. Cette disposition est également applicable aux entrepôts de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'entrepôt peuvent stationner sans occasionner de gêne sur les voies de circulation externe à l'entrepôt tout en laissant dégagés les accès nécessaires aux secours, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt.</p>

Constats :

Le site est facilement accessible par les engins de secours qui peuvent entrer par l'entrée principale et aussi trois autres entrées dédiées. Les engins peuvent librement effectuer le tour des bâtiments par des voies engins.

Afin que les services puissent aisément accéder aux bâtiments une boîte à clefs disposée dans un endroit connu de ceux-ci serait un plus. (le POI prévoit actuellement que seule la société de télésurveillance qui n'est pas sur place possède les clefs).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Documents à disposition des services d'incendie et de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/04/2017, article 3.5 annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Documents à disposition des services d'incendie et de secours

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :

- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie;
- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;

Ces documents sont annexés au plan de défense incendie.

Constats :

Les documents ont été établis et sont tenus à disposition des services de secours. Ils sont annexés au POI dont la dernière révision date du 24 février 2025. Un exercice est prévu en 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/04/2017, article 4 annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives

Prescription contrôlée :

Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2 s1 d0, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie.

Les éléments de support de couverture » sont réalisés en matériaux A2 s1 d0. Cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur.

En ce qui concerne la toiture, ses éléments de support sont réalisés en matériaux A2 s1 d0 et l'isolant thermique (s'il existe) est réalisé en matériaux A2 s1 d0 ou B s1 d0 de pouvoir calorifique supérieur (pcs) inférieur ou égal à 8,4 mj/kg. Cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au

risque incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur.

Le système de couverture de toiture satisfait la classe Broof(t3).

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.

Constats :

Les murs extérieurs des bâtiments sont construits en béton armé pour le bâtiment principal et en bardage métallique pour les deux autres bâtiments et sont donc incombustibles.

La couverture pour le bâtiment principal est de classe T30/1. Néanmoins, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0 (non gouttant).

Pour les deux bâtiments loués par la société ATR, l'exploitant devra justifier que la toiture est de classe Broof(t3).

En outre l'exploitant ne stocke sous tentes que des palettes de bouteilles d'eau minérale ou aromatisée. Le client, la société des eaux de Volvic a fait réaliser des études de combustibilité qui ont conclu en 2022 que les palettes n'étaient pas combustibles. Ainsi ces stockages ne sont pas soumis aux règles constructives applicables aux entrepôts.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Justifier du caractère non gouttant des panneaux d'éclairage.

Justifier la tenue au feu de la toiture des bâtiments 3 et 4 loués à la société ATR.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/04/2017, article 5 annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage

Prescription contrôlée :

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres.

Les cantons sont délimités par des écrans de cantonnement, réalisés en matériaux A2 s1 d0 (y compris leurs fixations) et stables au feu de degré un quart d'heure, ou par la configuration de la toiture et des structures du bâtiment.

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.

Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

<p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p> <p>Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.</p> <p>La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'entreprise Chubb réalise annuellement le contrôle des exutoires de fumées des trois bâtiments de stockage (dernière visite en date du 2/12/24). Il a été constaté qu'un vérin sur un dispositif de désenfumage est défectueux dans le bâtiment n°3. L'exploitant devra justifier des actions correctives effectuées pour remédier à cette anomalie.</p> <p>L'inspecteur a aussi constaté que l'étanchéité des parois séparatives des cantons n'était pas parfaite au niveau des passages de tuyauteries. L'exploitant a argué que selon l'IT246, "la traversée des écrans de cantonnement par des canalisations ou appareils est admise avec la tolérance de jeu nécessaire". Cependant, l'IT246 n'est plus applicable pour les entrepôts postérieurs à 2003. Afin d'être conforme, l'exploitant devra étancher ses traversées de cantonnement à l'aide de manchons coupe feu ou tout autre solution appropriée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>justifier de la réparation du dispositif de désenfumage endommagé. Proposer une solution de traitement de l'étanchéité des écrans de cantonnement avec un échéancier de réalisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Compartimentage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/04/2017, article 6 annexe II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Compartimentage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie.</p> <p>Le volume de matières maximum susceptible d'être stockées ne dépasse pas 600 000 m³, sauf disposition contraire expresse dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, pris le cas échéant en application de l'article 5 du présent arrêté.</p>

Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.

Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :

- les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ;

La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, « des moyens fixe ou semi-fixe » d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ;

- les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement.

Constats :

Le volume de l'entrepôt est inférieur à 600 000 m³ (452 300 m³).

Le site est constitué de trois bâtiments. Le bâtiment principal d'une surface de 35 770 m² est divisé en 6 cellules séparées par des murs coupe-feu en béton armé qui dépassent en toiture avec une bande de protection. Des portes coupe-feu permettent l'accès aux équipements de manutention entre chaque cellule. Les caractéristiques au feu n'ont pas été explicitement vérifiées et la largeur de des bandes de protection n'a pas été mesurée mais un examen visuel montre que le bâtiment est a priori conforme sur ce point.

Les autres bâtiments sont plus petits et n'ont pas la nécessité réglementaire d'être sectorisés. Le bâtiment n°3 est divisé en deux parties par un simple bardage métallique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Dimensions des cellules

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/04/2017, article 7 annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Dimensions des cellules

Prescription contrôlée :

La surface des cellules de stockage est limitée de façon à réduire la quantité de matières combustibles en feu et d'éviter la propagation du feu d'une cellule à l'autre. La surface maximale des cellules est égale à 3 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie ou 6 000 mètres carrés en présence de système d'extinction automatique d'incendie.

Constats :

Le bâtiment principal d'une surface de 35 770 m², regroupant 6 cellules séparées par des murs REI 120 :

Cellule 1 : 5 809 m² ;

Cellule 2 : 5 752 m² ;

Cellule 3 : 5 857 m² ;

Cellule 4 : 5 857 m² ;

Cellule 5 : 5 752 m² ;

Cellule 6 : 5 792 m².

Toutes inférieures à 6 000 m² et sont défendues par un système d'extinction automatique à circuit

<p>doublé (deux motopompes et deux bâches à eau pour prendre le relais en cas de pannes d'un circuit).</p> <p>Deux autres bâtiments qui constituent un seul groupe d'IPD ont des surfaces de stockage de 2600 et 2700 m² inférieures à 3 000 m².</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/04/2017, article 9 annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun liquide inflammable n'est présent sur le site.</p> <p>Il n'y a aucun stockage en masse.</p> <p>Le gerbage des palettes est limité à une hauteur pour des raisons de tenue mécanique des emballages. Le système d'extinction automatique dispose donc d'un espace très dégagé pour fonctionner dans de bonnes conditions.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/04/2017, article 11 annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p>

<p>En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé notamment au vu de l'étude de dangers en fonction de la rapidité d'intervention et des moyens d'intervention ainsi que de la nature des matières stockées, et mentionné dans l'arrêté préfectoral.</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site peut être isolé du milieu naturel via deux vannes de barrage qui se situent en amont du rejet. Les eaux d'extinction sont dirigées vers le bassin de rétention de 8000 m³. Le POI décrit les opérations à réaliser en cas d'incident, notamment la vérification de fermeture des vannes d'isolement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Détection automatique d'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2017, article 12 annexe II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique d'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour le bâtiment principal c'est le système d'extinction automatique qui fait office de détection. Pour les deux autres bâtiments une détection ponctuelle et linéaire est en place.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/04/2017, article 13 annexe II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;

b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie.

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées;

- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;

Constats :

Le site est équipé d'extincteurs, de RIA (39 pour le bâtiment principal, 6 et 5 pour les deux autres). 8 poteaux incendie ceinturent le site (capables de fournir 120 m³/h) et sont à moins de cent mètres des bâtiments. Le bâtiment principal est équipé d'un système d'extinction automatique avec deux cuves de 460 m³.

Le matériel est contrôlé annuellement par AAI.

Un exercice incendie a eu lieu le 17/10/23 et l'exploitant a prévu de tester le nouveau POI de février 2025, en 2026.

Type de suites proposées : Sans suite